

Le cardinal George met en garde Obama contre une dérive vers le « despostime »

Author : Rédaction RC

Categories : [Rapports Église/État ; Laïcité](#)

Date : 18 mars 2009

Le “round d’observation” entre l’Église catholique en Amérique et l’administration **Obama** a touché à son terme. L’Église sait désormais que sur les questions fondamentales – vie et bioéthique, liberté religieuse, droit de la conscience... – la nouvelle administration lui est hostile. Les toutes premières décisions d’**Obama** le lui ont démontré. Une nouvelle attaque vient d’être lancée par l’administration, que l’Église ressent, à juste raison, comme une nouvelle agression. Le 27 février dernier, le Ministère de la santé a fait connaître son souhait d’abolir les dispositions visant à protéger la “clause de conscience” mises en place par la précédente administration, et qui offraient une protection légale notamment aux personnels de santé se refusant à

pratiquer des avortements de complaisance. La nouvelle administration entend abolir cette “clause de conscience” et donc contraindre les personnels de santé à agir contre leurs consciences sous

la menace de poursuite judiciaire ou à démissionner de leurs emplois.

Le cardinal **Francis George**, archevêque de Chicago et président de la Conférence épiscopale (**United States Conference of Catholic Bishops**) a été reçu hier en tête-à-tête et de manière impromptue – cette audience n’était pas signalée sur le calendrier présidentiel de la Maison Blanche – par **Barack Hussein Obama** pendant une demi-heure. La Maison Blanche et l’**USCCB** ont fait paraître, chacune de son côté, un bref communiqué. Le premier évoque « *les nombreux problèmes abordés (...) y com*

pris les occasions importantes tant pour le gouvernement que pour l'Église catholique de poursuivre un très ancien partenariat afin de s'attaquer à certains des défis les plus urgents que doit

*relever la nation ». Celui de l'**USCCB** souligne qu'il fut principalement question « des relations entre l'Église catholique et la nouvelle administration ». Même s'il n'est signalé dans aucun des deux communiqués, il semble très probable que le cardinal **George** a abordé la question de la "clause de conscience" devant **Obama**. J'en veux pour preuve le fait qu'alors qu'ils se rencontraient, l'**USCCB** mettait en ligne une vidéo (voir ci-dessous) de 2 mn 28 s dans laquelle le cardinal **George** (photo) s'exprime sans langue de bois. Il y déclare notamment sur la question du projet d'abolition de la "clause de conscience" : « *Évêques catholiques et citoyens américains, nous sommes gravement préoccupés qu'une telle initiative venant du gouvernement pourrait être un premier pas qui ferait passer notre pays de la démocratie au despotisme (...) Le respect de la conscience personnelle et de la liberté religieuse constitue notre protection fondamentale contre l'oppression d'un gouvernement. Aucun gouvernement ne devrait s'interposer entre un individu et Dieu. Et c'est précisément ce qui devrait être le cas en Amérique. C'est notre authentique socle commun à nous Américains. Nous avons, par conséquent, besoin d'une protection légale pour la liberté de conscience et la liberté de religion, ce qui inclut la liberté des institutions de santé catholiques dès lors qu'elles entendent demeurer honnêtes avec elles-mêmes ».**

La tension entre l'Église et Obama vient de monter d'un cran.